



NEWS DU RÉSEAU CCI



Le pré-diagnostic santé et sécurité au travail

Les CCI de Midi Pyrénées ont dernièrement actualisé le pré-diagnostic Santé Sécurité au Travail.

Il s'agit d'un pré-diagnostic gratuit réalisé par le conseiller de votre CCI.

Il répond à 2 objectifs :

- Faire un point sur la situation de l'entreprise en matière de santé et sécurité au travail
- Dégager les points forts et un premier plan d'actions avec des axes d'amélioration à mettre en place

Lors d'une visite de 3 heures, le conseiller CCI aborde les thématiques suivantes :

- Organisation générale de la sécurité
- Risques spécifiques (risque chimique, risque routier, Troubles Musculo-Squelettiques, travail en hauteur, Risques Psychosociaux, pénibilité)
- Aménagement et ambiance de travail
- Machines et équipements de travail
- Information et formation des salariés
- Incendie et situation d'urgence
- Entreprises extérieures et transport

A l'issue du pré-diagnostic, un rapport est établi et remis à l'entreprise sur la base :

- des déclarations des personnes interviewées et de la visite du site
- des exigences réglementaires du Code du travail, du Code de l'Environnement et de la documentation de l'INRS.

S'agissant d'un pré-diagnostic, il n'a pas valeur d'audit réglementaire.

Toutes les informations et données collectées lors du pré-diagnostic restent confidentielles et ne peuvent être communiquées à des organismes tiers.

Pour plus d'informations : contactez votre conseiller CCI DU LOT
Elodie FLEURAT-LESSARD- 05 65 53 26 82 elodie.fleurat@lot.cci.fr





Sécurité



Qualité



Développement Durable



ACTUALITÉS RÉGIONALES



CLEAN UP va « croquer » les plastiques de la Garonne

Conçu au FabLab toulousain Artelect, le robot Clean Up, composé d'un barrage et d'un récupérateur de déchets, va débarrasser la Garonne de ses déchets plastiques

[*Plus d'informations*](#)

Toulouse et la Région LRMP mités par les pollutions toxiques

PCB, pesticides, nitrocellulose, déchets radioactifs, amiante, plomb... autant de pollutions diffuses qui rongent notre région. L'association Robin des bois les recense dans un atlas inédit, réalisé au niveau national. Toulouse fait partie des cinq villes passées au crible.

[*Plus d'informations*](#)

Sivens : la déclaration d'utilité publique annulée par la justice

Le tribunal administratif de Toulouse a annulé l'arrêté interdépartemental des préfets du Tarn et de Tarn-et-Garonne d'octobre 2013 déclarant d'utilité publique le projet initial de la retenue controversée de Sivens.

[*Plus d'informations*](#)

Nîmes Métropole récompense les jeunes pousses vertes

Le 5 juillet, la 3e intercommunalité d'Occitanie a remis 100 000 € de prix à des TPE, associations et communes portant des projets en faveur de l'écologie. Ce 1er appel à projets du genre a su mobiliser 41 initiatives au total, allant du recyclage au véhicule électrique.

[*Plus d'informations*](#)

Investissement d'Avenir : un nouvel Appel à projets Ferroviaire 2016

L'Etat et l'Ademe lancent un nouvel Appel à Projets dans le domaine des transports ferroviaires. Localisés sur le territoire national, les projets doivent déboucher sur des réalisations industrialisables, soutenues par un plan de commercialisation et un plan d'affaires étayés.

Les travaux concernent les systèmes et matériels de transports guidés (ferroviaire par câble) :

- à l'usage des personnes et des marchandises ;
- en milieux urbains ou interurbains ;
- sur les courtes et longues distances.

Date de clôture de l'appel : le 31 mars 2017.

[*Plus d'informations*](#)

Agence de l'Eau ADOUR GARONNE : deux appels à projets actuellement en cours : "Valorisons et restaurons les zones inondables" (avec les Régions) et "Continuité écologique".

L'Agence propose actuellement deux nouvelles démarches exceptionnelles d'aide financière sur des enjeux stratégiques pour la qualité de l'eau des cours d'eaux et des espaces riverains.

[*Plus d'informations*](#)



Les Hautes-Pyrénées distinguées territoire « French Tech »

Ce lundi 25 juillet à Laval, Emmanuel MACRON, le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique et Axelle LEMAIRE, la secrétaire d'État chargée du Numérique ont dévoilé les labellisations French Tech 2016. Les Hautes-Pyrénées entrent ainsi dans les territoires « French Tech » pour le projet présenté autour de la transition énergétique, le Projet de Territoire « HaPy 2020-2030 ». Initié par le Département, ce projet a permis de faire travailler l'ensemble des acteurs du territoire toutes tendances confondues, public et privé : la Ville de Tarbes, le Grand Tarbes et les trois chambres consulaires : CCI, Chambre de métiers et de l'artisanat et Chambre d'agriculture.

Plus d'informations

Lafarge modernise son usine de Martres-Tolosane pour moins d'émissions de CO₂

La cimenterie Lafarge de Martres-Tolosane inaugure ce vendredi un nouvel équipement permettant l'usage de pneus comme combustible pour ses fours. D'ici 2019, elle vise d'atteindre 80% de combustibles de récupération.

Plus d'informations

Appel à projets « Énergies coopératives et citoyennes »

Les projets d'énergie renouvelables coopératifs et citoyens, associant collectivités, citoyens, agriculteurs et autres acteurs locaux, sont une réponse adaptée pour optimiser les retombées économiques locales et faciliter l'appropriation des projets par les élus et les citoyens. C'est pourquoi la Région et l'ADEME souhaitent agir pour valoriser et soutenir ce type de projets dans le cadre du présent appel à projets.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature fixée au vendredi 28 octobre 2016.

Plus d'informations

Photovoltaïque et éolien participatif à Séverac d'Aveyron

La collectivité séveragaise réfléchissant depuis 2008 à la mise en place d'une transition énergétique de son territoire, a décidé, dès 2010, de lancer un appel à projet pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur des terrains lui appartenant.

Plus d'informations

France Biomasse installe 200 m² de plancher séchant en aval de la cogénération biogaz de Trifyl (Tarn)

L'énergie thermique récupérée sur les circuits de refroidissement des moteurs est convoyée par un réseau de chaleur pour le chauffage des bureaux et vers une installation de séchage de bois-énergie, mise en place sur le site même dans une partie du bâtiment de stockage des plaquettes.

Plus d'informations

Le projet Gaspyr veut mobiliser 148.000 tonnes de bois énergie d'ici trois ans

Le projet de gestion durable des forêts Gaspyr veut mobiliser du bois-énergie dans le Gers, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne et l'Ariège. Il fait partie des 24 lauréats du premier Appel à manifestations d'intérêts « Dynamic Bois », lancé par le ministère de l'Environnement.

Plus d'informations

Le groupe Carré (Tarn), leader national du dernier appel d'offres simplifié photovoltaïque

Le groupe Carré est lauréat pour cinquante-deux projets et plus de 10MWc de puissance au dernier appel d'offres simplifié du gouvernement français sur les installations photovoltaïques de moyenne puissance. Ce résultat classe le groupe tarnais en première position en volume et en puissance au niveau national.

Plus d'informations

Le Gers en pole position sur la mobilité électrique

Avec 36 bornes installées pour 190.000 habitants, alimentées en énergie verte, le département du Gers devient le département français pionnier de la mobilité électrique.

Plus d'informations



Formation « Devenir référent énergie dans l'industrie »

La formation ADEME DEREFEI a pour objectif d'aider la personne en charge de la gestion de l'énergie ou souhaitant le devenir, à améliorer la performance énergétique en mettant en place des solutions techniques et organisationnelles simples et rapidement rentables.

Une 2ème session de formation est organisée par la CCI du Tarn à Albi les 30 novembre, 1er et 2 décembre. Découvrez sans tarder les deux modules proposés:

- *Module 1 : les fondamentaux*
- *Module 2 : démarche et méthode*

Pour plus d'informations, contactez votre conseiller CCI :

Elodie OLEA - e.olea@tarn.cci.fr



Aides financières simplifiées : STOP ESSUYAGE – FILMEUSE - GARAGE PLUS SUR

L'Assurance maladie - Risques professionnels propose depuis le 1er juillet 2016, de nouvelles aides financières pour réduire le nombre de coupures et de troubles musculo-squelettiques (TMS) lié à l'essuyage manuel des verres dans le secteur des CHR (cafés, hôtels et restaurants), pour réduire les risques liés au filmage manuel des palettes et pour réduire les risques liés aux agents chimiques et aux troubles musculo-squelettiques (TMS) dans les garages.

[Plus d'informations](#)

L'ANACT lance le 2ème Appel à projet Fact "Prévention de l'usure professionnelle"

L'appel à projet vise à soutenir les initiatives et démarches en entreprises débouchant sur des plans d'action élargis qui, tout en satisfaisant aux obligations légales, s'enrichissent de mesures agissant très en amont de la prévention.

Les dossiers doivent être déposés avant le 10 octobre 2016.

[Plus d'informations](#)

SQVT 2016 : Retour sur la Manifestation régionale du vendredi 17 juin

Comment mieux travailler à l'ère du numérique ? Quelle opportunité pour l'égalité professionnelle ? À l'occasion de la 13ème Semaine pour la qualité de vie au travail, de nombreux acteurs du secteur du numérique, du travail, de l'emploi et de l'égalité professionnelle ont partagé leurs points de vue et conseils lors des deux tables rondes organisées par le Midact en partenariat avec la Direccte et la DRDFE.

[Plus d'informations](#)

Prévenir les risques de chutes de hauteur

Les chutes de hauteur restent aujourd'hui l'une des premières causes d'accidents du travail, notamment dans le BTP où elles représentent 18 % des accidents. Elles sont la 3ème cause d'accidents mortels.

Petites et très petites entreprises, un outil d'autodiagnostic vous permet désormais d'évaluer en quelques minutes votre niveau de prévention.

[Plus d'informations](#)



Restitution des enseignements de l'action Diapason alliant « Performance et Santé »

Aboutissement de l'action Diapason, la restitution régionale organisée le jeudi 6 octobre après-midi à Toulouse réunira l'ensemble des parties prenantes du projet pour atteindre deux objectifs complémentaires : comprendre l'ingénierie et la méthodologie déployée, puis dégager la plus-value des accompagnements réalisés. Chaque objectif fera l'objet d'une séquence dédiée.

[Plus d'informations](#)

La qualité, levier de performance des PME de services

Pour rester compétitives, les entreprises de services, tout comme celles dont l'activité essentielle est industrielle, s'efforcent de répondre aux besoins et attentes de leurs clients tout en réduisant leurs coûts. Afin de sensibiliser les différents acteurs au sein des TPE et PME de services à l'intérêt de la mise en œuvre de démarches qualité, la Commission nationale des services (CNS), en partenariat avec la Direction générale des entreprises (DGE) a réalisé un guide, à la fois opérationnel et pédagogique, intitulé « La qualité, levier de performance des PME de services ».

[Plus d'informations](#)



Appel à Projets Economie Circulaire

Dans le cadre du volet transition énergétique et écologique des Contrats de Plan 2015/2020, la Région Occitanie, l'Etat et l'ADEME se sont engagés à promouvoir et développer l'économie circulaire sur le territoire régional. Les projets présentés devront concerner les deux premiers domaines de l'économie circulaire : l'amélioration de l'offre des acteurs économiques et la modification du comportement des consommateurs.

Plus particulièrement, les projets sont attendus prioritairement sur les thématiques suivantes : écoconception, économie de la fonctionnalité, écologie industrielle et territoriale, consommation responsable et lutte contre le gaspillage alimentaire.

1ère session : date limite de dépôt des dossiers fixée au vendredi 7 octobre 2016.

[Plus d'informations](#)

Le groupe AFNOR propose de nouvelles webconférences sur l'économie circulaire

Une nouvelle série de rendez-vous est proposée jusqu'à la fin de l'année 2016 : des

webconférences d'une heure, de participation gratuite, animées par un ou une expert(e) du sujet.

- Mardi 20 septembre de 10h à 11h – L'Ecolabel Européen : l'approche cycle de vie du label écologique officiel de la Commission Européenne
- Jeudi 6 octobre de 10h à 11h : Le management par la valeur et ses contributions à l'économie circulaire.

[*Plus d'informations*](#)



3ème Rencontres Régionales de l'Economie Circulaire le 13 octobre 2016 à Revel

Cette manifestation, qui réunira de nombreux participants d'horizons variés (entreprises, organismes publics, donneurs d'ordres, experts, associations) se positionne comme LE rendez-vous incontournable pour découvrir des initiatives innovantes et économiquement viables menées en matière d'économie circulaire au niveau régional et national.

Cet événement vise également à faciliter des rapprochements et des collaborations entre acteurs souhaitant intégrer les principes de l'économie circulaire dans leur activité.

[*Plus d'informations*](#)



4ème édition du Parlement Européen des Entreprises le 13 octobre 2016 à Bruxelles

Organisée par EUROCHAMBRES, 78 Entreprises sont invitées à venir prendre la place des 78 députés français. Ce jour-là, il est prévu d'aborder et de voter 4 sujets dont un concernant l'économie circulaire.

[*Plus d'informations, contact : Emilie HUC, CCIMP emilie.huc@midi-pyrenees.cci.fr*](#)



FLASH-INFO



La nouvelle brochure de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement 2016

[*Plus d'informations*](#)

« Chiffres-clés Entreprises » à travers 163 indicateurs – source ADEME

[*Plus d'informations*](#)

Dialogue environnemental : la réforme est (presque) actée

[*Plus d'informations*](#)

Le recyclage des meubles d'entreprise tarde à décoller

[*Plus d'informations*](#)

Selon une récente étude de l'ADEME, il existerait 23 freins au réemploi de produits et matériaux de construction

[*Plus d'informations*](#)

Outil INDIKO : estimez votre performance environnementale et comparez vos résultats de manière simple

[*Plus d'informations*](#)

HFC: un nouveau succès dans la lutte contre le réchauffement

[*Plus d'informations*](#)

ICPE : le nouveau contrôle du juge sur les capacités techniques et financières est mal appliqué

[*Plus d'informations*](#)

Sacs plastiques biodégradables, une réelle avancée pour l'environnement ?

[*Plus d'informations*](#)

Enfouissement des déchets radioactifs : l'Assemblée fixe les modalités de création de

Cigéo

[Plus d'informations](#)

MERCle : une nouvelle méthode pour évaluer la compensation écologique d'un projet

[Plus d'informations](#)

DIAGNOSTIC PAPIER : avec cet outil, en libre d'accès, évaluez votre politique Papier et bénéficiez immédiatement de préconisations personnalisées

[Plus d'informations](#)



Energies / climat : les nouvelles obligations au 1er juillet

[Plus d'informations](#)

Un récent rapport confirme le retard français dans les énergies vertes, qui risquent fort de manquer l'objectif de 23% du mix énergétique fixé à l'horizon 2020.

[Plus d'informations](#)

Appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables en autoconsommation a été lancé le 2 août

[Plus d'informations](#)

Un appel à projets autoconsommation annoncé pour l'automne dans la grande région Occitanie

[Plus d'informations](#)

Appel à projets Bâtiments exemplaires pour une Région à Énergie positive - Région Occitanie

[Plus d'informations](#)

Lancement du programme PRO-SMEn porté par l'ATEE financé par EDF-Démarrage au 1er octobre 2016

[Plus d'informations](#)

Evolution des tarifs d'acheminement de l'électricité au 1er août 2016

[Plus d'informations](#)

Modification du Prêt Eco-Energie : BPI France a revu à la hausse le montant de son Prêt Eco-Energie. Ce prêt peut désormais atteindre 100 000 € maximum.

[Plus d'informations](#)

Etude du cadre législatif et réglementaire applicable au financement participatif des énergies renouvelables

[Plus d'informations](#)

Quelle intégration territoriale des énergies renouvelables participatives ? État des lieux et analyse des projets français

[Plus d'informations](#)

Mobilité : l'Union européenne dévoile sa stratégie bas carbone

[Plus d'informations](#)

La consommation électrique française amorce une baisse durable

[Plus d'informations](#)

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) vient de publier son rapport d'activité 2015.

[Plus d'informations](#)

Baromètre 2016 de la Certification Environnementale- source CERCAD

[Plus d'informations](#)

L'Observatoire National de la Précarité Energétique renforcé pour 2016-2018 – source CERCAD

[Plus d'informations](#)



Les risques psychosociaux : retrouvez les nouvelles publications pour être sensibilisé et agir.

[Plus d'informations](#)

Protection contre les fibres d'amiante : Choisir ses vêtements de protection

[Plus d'informations](#)

Amiante : appels à projets de recherche

[Plus d'informations](#)

Un rapport de l'Anses confirme les risques pour la santé liés au travail de nuit

[Plus d'informations](#)

Des pouvoirs élargis pour l'inspection du travail

[Plus d'informations](#)

Compte de prévention pénibilité sur le site service-public.fr

[Plus d'informations](#)

Une nouvelle version des tableaux de maladies professionnelles

[Plus d'informations](#)

Filière alimentaire : quels leviers pour l'amélioration des conditions de travail ?

[Plus d'informations](#)

Comment améliorer les conditions de travail dans la filière des déchets ?

[Plus d'informations](#)



Le groupe AFNOR présente sa rétrospective 2015

[Plus d'informations](#)

[Rapport annuel 2015](#)

Le Tableau de bord Qualité France 2016

[Plus d'informations](#)

Le baromètre international de la normalisation 2016

[Plus d'informations](#)

Première Norme Internationale pour les achats responsables en bonne voie

[Plus d'informations](#)

Nouvelle avancée pour le management de la qualité dans l'industrie automobile

[Plus d'informations](#)

Une nouvelle norme ISO pour aider les collectivités dans leur démarche développement durable

[Plus d'informations](#)



Stratégie nationale pour la biodiversité : ouverture d'un nouvel appel à projet

[Plus d'informations](#)

Objectifs de développement durable : la France publie sa première feuille de route

[Plus d'informations](#)

Secteur du BTP : les pistes pour développer le réemploi

[Plus d'informations](#)

Loi de transition énergétique : un an après, quel bilan pour l'économie circulaire ?

[Plus d'informations](#)



AGENDA

> Evénements du mois

6ème assises nationales de la biodiversité

Du 14 au 16/09
à Clermont-Ferrand
[Programme et inscription](#)

Le groupe AFNOR vous propose de participer à une web-conférence

sur les outils et techniques à disposition pour adopter une démarche environnementale de progrès, effective et mesurée
Le Jeudi 15 septembre à 14h
[Programme et inscription](#)

Systemes de management de la Qualité et gestion des ressources humaines : Quelle approche ?

Le lundi 26 septembre
à Toulouse
[Programme et inscription](#)



Tour de France Energie-Climat

Le jeudi 29 septembre à 9h
A la CCI Midi Pyrénées Blagnac
[Programme et inscription](#)

Prochain Café Green

pour découvrir les atouts de l'économie de la coopération.
Le vendredi 30 septembre à 8h15
Au Périscope Ramonville-Saint-Agne (31)
[Programme et inscription](#)

>> A venir



Restitution des enseignements de l'action Diapason

Le jeudi 6 octobre 2016 à 13h30
CCI Midi Pyrénées - Blagnac
[Inscription auprès de l'Aract LRMP](#)



Formation « Pénibilité – Se mettre en conformité »

Le lundi 10 octobre

Conférence économie circulaire

Croissance verte, attractivité des territoires : venez rencontrer des collectivités pionnières
Le jeudi 15 septembre
à Paris
[Programme et inscription](#)

5ème congrès national du bâtiment durable

Du 14 au 16/09
à Marseille
[Programme et inscription](#)

Rencontres AVENIR ENERGIE PME 2016

Le mercredi 28 septembre
A Grenoble
[Programme et inscription](#)

Retours d'expériences dans les bâtiments performants : zoom sur la construction bois

Le jeudi 29 septembre de 17h à 20h
A Toulouse (ARPE)
[Programme et inscription](#)

Salon Eco-énergies

Grand public et professionnels
Du 8 octobre au 9 octobre
à Carmaux (81)
[Programme et inscription](#)

3èmes Rencontres Régionales de l'Economie Circulaire

Le jeudi 13 octobre

A la CCI Tarn site de Castres
 Contact : Martine ROBERT
 05 63 51 47 66 - m.robert@tarn.cci.fr

à Revel
Programme et inscription

Congrès Gazelec 2016

Du 11 au 13 octobre
 à Paris
Programme et inscription

7èmes Assises Nationales des Risques Technologiques

Le jeudi 13 octobre
 à Douai
Plus d'informations

1^{er} forum de la Transition Ecologique et Energétique

Les associations 3PA organisent le premier forum de la Transition Écologique et Énergétique (T2E) le 14 et 15 octobre à Carbone.
Plus d'informations au 05.61.08.11.30 ou par e-mail sur contact@3pa.info

Colloque annuel du CIBE Bois-énergie : Ruptures & continuité

Le jeudi 3 novembre
 A Bordeaux
Programme et inscription



1.2.3.CLIMAT

Le Temps de l'Action
 Le jeudi 17 novembre 2016
 à Entiore (31)
Informations : 05 34 31 26 34
info@touleco.com

Innovons contre le gaspillage alimentaire !

Le 1^{ER} colloque régional anti-gaspi organisé par l'ADEME aura lieu le jeudi 17 novembre de 9h30 à 17h30 à Montpellier
Programme et inscription

Cluster WSM : 2^{ème} édition de la journée eau et défense

Le jeudi 15 décembre
 A Toulouse
Programme et inscription

Forum ENERGAIA

Le 14 et 15 décembre
 A Montpellier
Programme



VEILLE REGLEMENTAIRE

> Zoom du mois

LOI n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages

Le Parlement a adopté définitivement mercredi 20 juillet, par un ultime vote de l'Assemblée Nationale, le projet de loi "pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages".

Le parcours législatif aura duré plus de deux ans.

La loi inscrit plusieurs principes dans le code de l'environnement, comme celui de « **non-régression de la protection de l'environnement** » ou celui « **d'absence de perte nette de biodiversité** » qui assignera aux mesures de compensation des atteintes à l'environnement une obligation de résultats.

Elle introduit également le **principe de « solidarité écologique »** qui appelle à prendre en compte dans les prises de décision publique les interactions des écosystèmes, des êtres vivants et des milieux naturels. La loi ouvre ainsi la possibilité d'inscrire dans les documents d'urbanisme des espaces de continuité écologique.

L'une des mesures phares est la **création d'une Agence française pour la biodiversité (AFB)**. Cet établissement public à caractère administratif, qui devrait voir le jour au 1er janvier 2017, regroupera les quelque 1.200 agents de quatre organismes existants : l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), l'Atelier technique des espaces naturels, l'Agence des aires marines protégées et les Parcs

nationaux.

L'AFB devra œuvrer en faveur d'une meilleure préservation des espaces naturels, de leur faune et de leur flore, et d'une action plus concertée des services de l'État. Il sera l'interlocuteur des élus et des entreprises.

Ce sera le deuxième grand opérateur de l'État en matière d'environnement avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

La loi inscrit le préjudice écologique dans le Code civil. Ce préjudice écologique reprend l'idée d'une remise en état du milieu dégradé par celui qui en est jugé responsable, selon le principe du « pollueur-payeur ».

[Consulter la Loi ...](#)

**Décret n° 2016-858 du 29 juin 2016 relatif aux certificats qualité de l'air
& Arrêté du 29 juin 2016 relatif aux modalités de délivrance et d'apposition des certificats qualité de l'air
& Arrêté du 29 juin 2016 fixant le tarif de la redevance pour la délivrance du certificat qualité de l'air**

Après la vignette automobile puis la pastille verte voilà maintenant l'écopastille ou plutôt le « Certificat Qualité de l'Air ». Bien que facultatif il devrait bientôt être nécessaire pour beaucoup, notamment pour ceux qui souhaitent rouler dans les grandes agglomérations. Ce dispositif est destiné à donner aux utilisateurs des véhicules les moins polluants des avantages de circulation.

Il concerne :

- les voitures particulières
- les 2 ou 3 roues et quadricycles
- les poids lourds (dont les autobus).

Il classe les véhicules en 6 catégories (6 couleurs) en fonction de leur motorisation et de la date de leur 1ère immatriculation.

Les véhicules sont identifiés par le biais d'une pastille de couleur, correspondant à la couleur de leur catégorie. La pastille est apposée sur le véhicule et intitulée certificat qualité de l'air (crit'air). Une classe spécifique est réservée aux véhicules électriques zéro émission moteur et hydrogène qui obtiennent la couleur verte. Les véhicules les moins polluants ont une pastille violette, jaune ou orange marquée respectivement du chiffre 1, 2 ou 3.

Cette pastille n'est pas obligatoire mais elle permet aux particuliers, entreprises et autres organismes d'identifier leur véhicule en fonction de sa contribution à la pollution atmosphérique et de sa sobriété. De plus, elle permet de pouvoir respecter d'éventuelles conditions particulières de circulation ou de stationnement décidées par les autorités compétentes en matière de police de circulation

Ainsi, en fonction de sa couleur et des règles prises par les mairies, elle permet aux automobilistes :

- de circuler dans les zones de circulation restreinte (ZRC) ;
- d'obtenir des conditions de circulation privilégiée ;
- de bénéficier des modalités de stationnement favorables.

Seule Paris a mis en place une ZRC mais d'autres devraient suivre ...

Les 3 textes cités ci-dessous mettent en œuvre ces Certificats Qualité de l'Air :

- Le décret modifie le code de la route afin de préciser le type de véhicules concernés par le certificat qualité de l'air, les critères pris en compte pour classer chaque véhicule dans la catégorie de certificat qualité de l'air correspondante, les modalités de demande et de délivrance, avec la possibilité pour l'Etat ou son prestataire, de mettre en œuvre une redevance afin de couvrir les frais engendrés par le service d'émission et de délivrance des certificats, les sanctions applicables si le propriétaire du véhicule a apposé sur son véhicule un certificat ne correspondant pas aux caractéristiques dudit véhicule.

[Consulter le Décret ...](#)

- Un premier arrêté identifie l'Imprimerie nationale comme le service de délivrance des certificats qualité de l'air et lui permet pour cela d'accéder aux informations nécessaires du système d'immatriculation des véhicules. Cet arrêté fixe également l'adresse internet du service de délivrance des certificats qualité de l'air et définit les modalités selon lesquelles ce certificat doit être apposé sur le véhicule :

o La téléprocédure pour les demandes de certificat qualité de l'air est accessible sur le site internet www.certificat-air.gouv.fr.

o La pastille doit être apposée à l'avant du véhicule, de manière à être lisible par les agents de contrôle, depuis l'extérieur.

[Consulter le premier Arrêté ...](#)

- Un second arrêté fixe le montant de la redevance pour l'obtention d'un certificat qualité de l'air à 3,70 euros toutes taxes comprises, auxquels s'ajoute le coût de l'affranchissement pour l'envoi postal du certificat qualité de l'air, soit a priori 4,50 € selon le Ministère.

[Consulter le second Arrêté ...](#)

[En savoir plus sur le Certificat Qualité de l'Air ...](#)

>> Dernières publications

Période du 24/06/2016 au 20/07/2016

ICPE - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

- o [Arrêté du 15/06/2016](#) (JO n°157 du 07/07/2016) Plan particulier d'intervention - Modification de l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 codifié à l'article R. 741-30 du code de la sécurité intérieure
- o [Décision Communautaire 2016/1032 du 13/06/2016](#) (JOUE n°L 174 du 30/06/2016) Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE (IED), dans l'industrie des métaux non ferreux

Déchets - Sites et sols pollués

- o [Décret 2016-917 du 05/07/2016](#) (JO n°156 du 06/07/2016) Contribution des publications de presse apportée aux organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papiers
- o [Arrêté du 27/06/2016](#) (JO n°156 du 06/07/2016) Emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine - Modification de l'arrêté du 24 novembre 2003
- o [Décret 2016-836 du 24/06/2016](#) (JO n°148 du 26/06/2016) Modalités de consigne ou de système de reprise équivalent des bouteilles de gaz destinées à un usage individuel et à la gestion des déchets de bouteilles de gaz
- o [Décret 2016-929 du 07/07/2016](#) (JO n°158 du 08/07/2016) Seuils d'approvisionnement des installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes - Pris pour l'application de l'article L. 541-39 du code de l'environnement
- o [Arrêté DEVP1610096A du 06/07/2016](#) (JO n°165 du 17/07/2016) Procédure d'agrément et cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers - Modifiant l'arrêté du 2 décembre 2014
- o [Arrêté DEVP1610106A du 06/07/2016](#) (JO n°165 du 17/07/2016) Procédure d'agrément et cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'éléments d'ameublement - Modifiant l'arrêté du 15 juin 2012
- o [Arrêté DEVP1612369A du 06/07/2016](#) (JO n°165 du 17/07/2016) Procédure d'agrément et cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement - Modifiant l'arrêté du 15 juin 2012

Eau - Air - Odeur

- o [Décret 2016-858 du 29/06/2016](#) (JO n°151 du 30/06/2016) Certificats qualité de l'air – **cf. Zoom ci-dessus**
- o [Arrêté DEVR1617281A du 29/06/2016](#) (JO n°151 du 30/06/2016) Modalités de délivrance et d'apposition des certificats qualité de l'air – **cf. Zoom ci-dessus**
- o [Arrêté DEVR1617280A du 29/06/2016](#) (JO n°151 du 30/06/2016) Arrêté du 29 juin 2016 fixant le tarif de la redevance pour la délivrance du certificat qualité de l'air – **cf. Zoom ci-dessus**
- o [Décret 2016-847 du 28/06/2016](#) (JO n°150 du 29/06/2016) Zones à circulation restreinte
- o [Décret 2016-848 du 28/06/2016](#) (JO n°150 du 29/06/2016) Liste des agglomérations de plus de 100 000 et de plus de 250 000 habitants mentionnées aux articles L. 221-2 et L. 222-4 du code de l'environnement
- o [Décret 2016-849 du 28/06/2016](#) (JO n°150 du 29/06/2016) Plan climat-air-énergie territorial
- o [Arrêté DEVR1526571A du 28/06/2016](#) (JO n°150 du 29/06/2016) Etablissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du code de l'environnement
- o [Arrêté du 28/06/2016](#) (JO n°157 du 07/07/2016) Méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R.

- 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement - Modification de l'arrêté du 25 janvier 2010
- Arrêté DEVL1610045A du 24/06/2016 (JO n°153 du 02/07/2016) Modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte - Modification de l'arrêté du 21 décembre 2007
- Arrêté DEVL1617246A du 23/06/2016 (JO n°148 du 26/06/2016) Critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines - Modification de l'arrêté du 17 décembre 2008
- Arrêté DEVR1617698A du 22/06/2016 (JO n°153 du 02/07/2016) Modalités des mesures des émissions polluantes de véhicules réalisées en application du décret n° 2016-812 du 17 juin 2016 portant application de l'article 65 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Arrêté DEVT1508912A du 21/06/2016 (JO n°148 du 26/06/2016) Modalités de mise en œuvre du guichet unique prévues par les articles L. 5334-6-1 et L. 5334-6-2 du code des transports
- Arrêté DEVL1602921A du 17/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Contribution financière des agences de l'eau à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques - Modification de l'arrêté du 31 janvier 2013
- Arrêté DEVL1606268A du 17/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Mise en œuvre du prélèvement prévu à l'article 32 de la loi de finances pour 2015
- Arrêté AFSP1613835A du 05/07/2016 (JO n°165 du 17/07/2016) Conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux

Energie / Bruit

- Décret 2016-856 du 28/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Exigences en matière d'exemplarité énergétique ou environnementale ou de bâtiment à énergie positive - Conditions à remplir pour bénéficier du dépassement des règles de constructibilité prévu au 3° de l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme
- Décret 2016-835 du 24/06/2016 (JO n°148 du 26/06/2016) Relatif à l'obligation d'assurance prévue à l'article L. 164-1-1 du code minier et portant diverses dispositions en matière de géothermie
- Arrêté LHAL1611936A du 14/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Agrément des modalités de prise en compte du système « Héliopacsystem® » dans la réglementation thermique 2012
- Arrêté LHAL1611937A du 14/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Agrément des modalités de prise en compte des systèmes de production d'eau chaude sanitaire thermodynamique à accumulation disposant d'une régulation optimisée de l'appoint dans la réglementation thermique 2012
- Décret 2016-972 du 18/07/2016 (JO n°167 du 20/07/2016) Confidentialité des informations détenues par les opérateurs gaziers et par les gestionnaires des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité
- Décret 2016-973 du 18/07/2016 (JO n°167 du 20/07/2016) Mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid
- Arrêté DEVR1610060A du 18/07/2016 (JO n°167 du 20/07/2016) Modalités de transmission des données de transport, distribution et production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid
- Décret 2016-968 du 13/07/2016 (JO n°164 du 16/07/2016) Installations dédiées à la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et infrastructures permettant le stationnement des vélos lors de la construction de bâtiments neufs
- Arrêté LHAL1603565A du 13/07/2016 (JO n°164 du 16/07/2016) Installations de recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les bâtiments neufs et infrastructures pour le stationnement des vélos dans les bâtiments neufs – Application des articles R.111-14-2 à R. 111-14-8 du code de la construction et de l'habitation
- Décret 2016-944 du 11/07/2016 (JO n°161 du 12/07/2016) Diverses dispositions d'adaptation du code de l'énergie au droit de l'Union européenne en matière de production d'électricité à partir de sources renouvelables ou de cogénération
- Décret 2016-951 du 11/07/2016 (JO n°162 du 13/07/2016) Relatif à la manutention portuaire
- Arrêté DEVR1619667A du 07/07/2016 (JO n°167 du 20/07/2016) Définition du contenu détaillé du registre national des installations de production d'électricité et de stockage, réalisé par le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité et prévu à l'article L. 142-9-1 du code de l'énergie

Environnement - Développement Durable - Nature et paysages

Aucun texte significatif identifié

Eco-conception - Produits respectueux de l'environnement

Aucun texte significatif identifié

Risques - Sécurité - Santé

- Décret 2016-859 du 29/06/2016 (JO n°151 du 30/06/2016) Procédures d'approbation, de mise à disposition sur le marché ainsi que de déclaration des produits et des substances actives biocides
- Décret 2016-846 du 28/06/2016 (JO n°150 du 29/06/2016) Modification, arrêt définitif et démantèlement des installations nucléaires de base et sous-traitance
- Règlement 2016/1017 du 23/06/2016 (JOUE n°L 166 du 24/06/2016) Modification de l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les sels d'ammonium inorganiques
- Règlement 2016/1179 du 19/07/2016 (JOUE n°L 195 du 20/07/2016) Modification aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, du règlement (CE) n°1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges
- Arrêté AFSS1618839A du 01/07/2016 (JO n°165 du 17/07/2016) Modèles des formulaires de demande d'utilisation de points acquis sur le compte prévention pénibilité

>>> Textes en projet

L'ordre du jour du Conseil Supérieur de la Prévention des Risques Technologiques (CSPRT) du 20 septembre 2016 ne nous est pas parvenu. Vous pouvez déjà accéder à une partie des projets de textes qui sont examinés lors de cette séance via les liens ci-dessous.

Vous pouvez consulter :

- les projets [ici](#) et [ici](#)
- après validation, les comptes rendus des réunions du CSPRT : [Compte rendus du CSPRT](#)
- des projets de textes non soumis au CSPRT : [Autres projets de textes](#)

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter votre conseiller CCI !

Elodie FLEURAT-LESSARD
Conseillère Environnement, Sécurité et Energie



CCI DU LOT
05 65 20 35 01
elodie.fleurat@lot.cci.fr